

Les grandes tendances de l'évolution des associations

La période récente a été traversée par de nombreux discours, qui portaient notamment sur un désengagement de l'État et sur une crise de l'engagement ou du bénévolat. Des chiffres fantaisistes sur le poids du secteur associatif et son importance dans la vie économique et sociale de notre pays ont parfois pu circuler. Il importait donc de tenter de cadrer les grands indicateurs d'activité et leur évolution comparée, notamment sur la dernière décennie.

➤ VIVIANE TCHERNONOG*

Les données présentées ici s'appuient sur les résultats de deux enquêtes conduites à six ans d'intervalle. Chaque fois, la même méthodologie a été adoptée et les mêmes questions ont été posées, de manière à rendre possibles quelques comparaisons. Pour contourner les difficultés entraînées par l'absence de répertoire national des associations vivantes, les enquêtes portant sur les années 1999 et 2005 ont été organisées à partir des communes françaises et en direction des associations : les mairies ont été, dans un premier temps, destinataires du questionnaire et l'ont, dans un deuxième temps, adressé aux associations présentes sur leur territoire, que celles-ci soient ou non subventionnées par la commune. Les échantillons constitués présentent des qualités suffisantes pour autoriser des extrapolations nationales sérieuses¹.

Une augmentation du poids des associations dans un contexte de concurrence accrue

Tous les indicateurs d'activité — qu'il s'agisse des budgets gérés, du volume de l'emploi salarié ou du travail bénévole — enregistrent une croissance positive et rapide dans l'espace des six années qui séparent les deux périodes d'observation (voir tableau 1 ci-contre). Le poids des associations dans l'économie continue d'augmenter en France : le budget cumulé du secteur

associatif a crû, dans la période, à un rythme annuel de 2,5 % en volume, c'est-à-dire plus rapidement que le rythme annuel de croissance du PIB, qui est d'environ 2 % durant la période². Cette augmentation des ressources financières des associations est cependant beaucoup moins rapide que celle du nombre d'associations dans la période, qui a été de l'ordre de 4 %³ : le développement du secteur associatif s'est donc effectué dans un contexte de forte concurrence entre

TABLEAU 1
ÉVOLUTION DES GRANDS INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS

	2005	Taux d'évolution en six ans, en volume	Taux annuel moyen d'évolution en volume
Budget total (en €)	59,4 milliards	15 %	2,5 %
Financement public (en €)	30,2 milliards	9 %	1,6 %
Financement privé (en €)	29,2 milliards	19 %	3,1 %
Emploi salarié (en nombre de postes et en ETP)	1,9 million 1 045 000 ETP	15 %	2,5 %
Travail bénévole (en nombre de bénévoles et en ETP)	14,5 millions 935 300 ETP	30 %	5,0 %
Nombre d'associations	1 100 100	25 %	4,2 %
PIB français (en €)	1 717,9 milliards	12 %	2 %
Nombre d'emplois salariés publics et privés en France	22,7 millions	5 %	0,9 %

Source : V. TCHERNONOG, *Le paysage associatif français – Mesures et évolutions*, éd. Juris associations – Dalloz, 2007.

* Chargée de recherche au CNRS – Centre d'économie de la Sorbonne de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

1. Des informations méthodologiques détaillées et les résultats complets de l'étude sont disponibles dans l'ouvrage *Le paysage associatif français – Mesures et évolutions*, éd. Juris associations – Dalloz, 2007 ; étude réalisée avec le concours de la fondation Crédit coopératif, la Confédération nationale du Crédit mutuel, le ministère de la Santé et de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative (mission statistique).

2. Grâce notamment à l'année 2000, qui a été exceptionnelle pour le niveau du PIB.
3. Ce taux reflète la croissance nette du nombre de créations d'associations, et non le taux d'enregistrement de créations dans les sous-préfectures, beaucoup plus élevé : selon nos estimations, le nombre d'associations est passé en six ans de 880 000 à 1 100 000 (+ 230 000), soit une augmentation nette (solde des naissances et des décès) de l'ordre de 37 000 associations, différente du nombre d'enregistrements de créations.

les associations pour l'accès aux ressources, aux subventions publiques, aux dons, au mécénat, au travail bénévole. Ceci explique sans doute, pour une part, le sentiment très fort d'une raréfaction croissante des ressources dans les associations et le pessimisme des responsables d'association mis en évidence par l'étude de la CPCA sur le financement des associations⁴.

Une restructuration des financements publics en partie liée à la décentralisation

Contrairement à de nombreux discours tenus dans la période sur le désengagement de la puissance publique, le volume des financements publics en direction des associations a augmenté, dans les dernières années, à un rythme annuel de 1,6 % en volume, assez proche de celui du financement total du secteur.

La période récente a cependant été marquée par un important mouvement de restructuration des financements publics, en partie lié à la décentralisation, avec une baisse des financements de l'État qui a été compensée par une croissance importante des régions et des départements (voir tableau 2 ci-contre).

Une privatisation croissante et en voie d'accélération des financements associatifs

Mais le financement public n'a pas non plus accompagné la montée en puissance des associations : le développement du secteur associatif s'est appuyé essentiellement sur une croissance des financements privés (cotisations, dons des particuliers, mécénat, ventes et participation), qui a été deux fois plus rapide que celle des financements publics puisqu'elle atteint, sur la période, un rythme annuel de croissance de 3,1 % (voir tableau 1 page précédente).

On peut donc conclure à une tendance à la privatisation des ressources des associations.

Une croissance importante du travail salarié liée aux formes particulières de l'emploi dans les associations

L'enquête a pu mettre en évidence les fortes spécificités du travail salarié dans les associations, qui ont fait l'objet, par ailleurs, de travaux importants⁵. Le travail salarié dans les associations est notamment caractérisé

4. CPCA, « Le financement (public) des associations : une nouvelle donne, de nouveaux besoins », *Études et documents* n° 6, juillet 2008.

TABLEAU 2
ÉVOLUTION DE LA NATURE ET DE L'ORIGINE DES RESSOURCES

	1999	2005	Taux annuel moyen d'évolution en volume
Financements privés	46 %	49 %	3,1 %
Cotisations	10 %	12 %	7,0 %
Dons des particuliers et mécénat	5 %	5 %	2,8 %
Recettes d'activité privées	31 %	32 %	3,1 %
Financements publics (subventions et prestations)	54 %	51 %	1,6 %
Communes	15 %	14 %	1,1 %
Départements	9 %	10 %	3,4 %
Régions	3 %	4 %	6,7 %
État	15 %	12 %	- 0,9 %
Europe	1 %	1 %	ns*
Organismes sociaux	9 %	7 %	- 3,1 %
Autres financements publics	2 %	3 %	2,0 %
Total en %	100 %	100 %	2,5 %

*ns : non significatif.

Source : V. TCHERNONOG, *Le paysage associatif français – Mesures et évolutions*, éd. Juris associations – Dalloz, 2007.

par l'importance du travail à temps partiel, occasionnel ou saisonnier, très marqué par la fonction d'insertion du monde associatif ; ce qui explique pour une grande part l'importance des emplois de type CDD et la proportion très élevée d'emplois de statut précaire (stagiaires, etc.).

L'emploi salarié dans les associations a poursuivi sa croissance, s'avérant deux fois et demie plus rapide que celle du nombre d'emplois salariés dans le pays. Cette évolution est toutefois fortement liée à la croissance importante de certains emplois tertiaires, et particulièrement de celle des emplois de services à la personne, dont les associations sont les principales prestataires.

Un travail bénévole en plein essor mais en profonde mutation

Le travail bénévole a connu un rythme de croissance annuel de l'ordre de 5 %, donc particulièrement rapide entre les deux périodes ; non seulement il n'y a pas eu

5. M. HÉLY, « À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire », *Sociétés contemporaines* n° 69, Les Presses de Sciences-Po, 2008 (p. 125-148).

de crise du bénévolat, contrairement à un certain nombre de discours tenus, mais au contraire on a assisté, durant la période, à une montée en puissance du bénévolat. L'augmentation du volume du travail bénévole tient à l'augmentation du nombre total d'associations, et non à une augmentation des indicateurs moyens de travail bénévole par association. Ces derniers ont stagné, voire légèrement baissé dans les grandes associations, et se sont maintenus dans les associations sans salarié ou de petite taille.

Les difficultés rencontrées par les associations en matière de travail bénévole tiennent, pour l'essentiel, à un double phénomène de modification du comportement des bénévoles et à des questions de formation et de qualification des candidats au travail bénévole :

- les bénévoles sont aujourd'hui plus sélectifs que leurs prédécesseurs ; certains secteurs, comme l'action humanitaire et la culture, apparaissent plus attractifs (voir tableau 3 ci-contre) ; les nouveaux bénévoles souhaitent être davantage impliqués dans la définition et la conduite du projet de l'association ; c'est de cette manière que l'on peut interpréter les différences entre grandes et petites associations ;
- le secteur associatif se professionnalise, et si le souhait d'engagement existe, comme le montrent les sondages auprès des Français⁶, les associations ne parviennent pas à trouver des bénévoles ayant les qualifications et les compétences qui leur sont nécessaires : le besoin de compétences observé pour les salariés se pose dans des termes relativement semblables pour les bénévoles, et notamment de façon très aiguë pour les dirigeants.

Une évolution vers une plus grande mixité des dirigeants d'association

Le profil des dirigeants associatifs, qui apparaît très marqué et peu représentatif de la population française — avec une quasi-absence des jeunes et des ouvriers, une faible représentation des femmes, une forte représentation des catégories socioprofessionnelles supérieures et moyennes et des enseignants et une présence massive des seniors — évolue lentement dans le sens d'une plus grande mixité sociale.

L'évolution dans le temps des structures dirigeantes des associations apparaît favorable aux femmes, aux jeunes et à la diversité sociale. Toutefois, cette évolution est

6. « Les Français et le financement des associations », novembre 2007, sondage réalisé par l'institut CSA pour le Crédit coopératif, Deloitte – In extenso.

7. TABARIES M., « Les dirigeants associatifs à la loupe », in JA n°378/2008, p. 36.

TABLEAU 3
LE BÉNÉVOLAT DANS LES ASSOCIATIONS SELON LE SECTEUR
(en équivalents temps plein)

	1999	2005	Évolution annuelle moyenne
Action humanitaire	38 700	94 700	+ 24 %
Action sociale – Santé	123 800	122 700	ns*
Défense des droits et des causes	77 300	93 600	+ 4 %
Éducation – Formation – Insertion	45 800	35 200	- 3 %
Sports	201 200	275 400	+ 6 %
Culture	96 700	153 000	+ 9 %
Loisirs et vie sociale	114 600	115 400	ns*
Développement local, défense des intérêts économiques	12 900	33 100	+ 32 %
Autres	7 000	12 300	+ 14 %
Total	718 000	935 400	+ 5 %

*ns : non significatif.

Source : V. TCHERNONOG, *Le paysage associatif français – Mesures et évolutions*, éd. Juris associations – Dalloz, 2007.

d'avantage due à l'arrivée des jeunes associations qu'à un renouvellement des structures en place : les résistances individuelles au renouvellement des structures dirigeantes sont importantes, même si elles ne peuvent expliquer l'entière du phénomène⁷. ■

Bibliographie

- CPCA, « Le financement (public) des associations : une nouvelle donne, de nouveaux besoins », *Études et documents* n° 6, juillet 2008.
- HÉLY M., « À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire », *Sociétés contemporaines* n° 69, Les Presses de Sciences-Po, 2008.
- PROUTEAU L. et WOLFF F.-C., « Donner son temps : les bénévoles dans la vie associative », in *Économie et Statistique* n° 372, 2004, p. 3-39.
- TABARIES M., « Les dirigeants associatifs à la loupe », in JA n° 378/2008.
- TCHERNONOG V., *Le paysage associatif français – Mesures et évolutions*, éd. Juris associations – Dalloz 2007.
- TCHERNONOG V., « Ressources, financements publics et logiques d'action des associations », in RECMA (Revue internationale de l'économie sociale), n° 282, 2001.